



# CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

## FORUM DES PARLEMENTAIRES AFRICAINS 2022 : Les voies parlementaires vers une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité 1-23 mars 2022

### Programme Académique Virtuel

### BIOGRAPHIES

#### DIRECTION

**M. Daniel Hampton**, Colonel à la retraite, apporte plus de 20 ans d'expérience à élaborer et à mettre en œuvre en Afrique la stratégie et la politique en matière de défense des Etats-Unis. A titre de professeur de pratique en études de sécurité, il est le Directeur par intérim du CESA, et il supervise le programme d'enseignement et la gestion des programmes dans les domaines du renforcement des institutions de défense, la stratégie de sécurité nationale et la coopération civilo-militaire.

Au cours de ses trente années d'officier de carrière dans l'armée, le Colonel Hampton a occupé le poste d'officier supérieur de la défense des Etats-Unis et d'attaché de défense au Malawi, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe. Il a été, par ailleurs, le conseiller influent en matière de politique générale au Président des Chefs d'état-major interarmées dans la région de la Corne d'Afrique.

Le Colonel Hampton est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'université de l'Illinois, d'une maîtrise en études stratégiques de l'Ecole supérieure de guerre des Etats-Unis de Carlisle en Pennsylvanie et d'une licence en histoire obtenue à l'université de Wake Forest à Winston-Salem en Caroline du Nord.

En tant que Doyen, **Dr. Luka Kuol** dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr. Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le Centre africain, le Dr. Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé

d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

**Dr. Catherine Léna Kelly** est professeure associée de justice et d'état de droit. Elle est la professeure qui gère les programmes sur l'état de droit dans le secteur de la sécurité ainsi que ceux sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Ses recherches sont axées sur la sécurité citoyenne, les partis politiques, la démocratisation et l'état de droit, ainsi que la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre du Conseil sur les affaires étrangères.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain et a collaboré avec des équipes au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, au Maroc, en Mauritanie, en République du Congo, et au Rwanda. En tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis, elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie, et au Foreign Service Institute du Département d'État américain, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/American Council of Learned Societies, une bourse du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de Harvard University, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications, dans la forme d'un livre et dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.

## DISCOURS D'OUVERTURE

**Mme. Chidi Blyden** est le secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires africaines.

Mme Blyden est une experte et une conseillère socioculturelle sur les conflits, la sécurité et les questions de développement en Afrique. Elle possède une expérience en matière de politique, de sécurité nationale et de pratique, acquise au cours de sa carrière au sein du gouvernement, dans le milieu universitaire et dans les secteurs à but non lucratif. Son travail se concentre sur l'impact de la culture dans l'élaboration de politiques et d'approches communautaires des problèmes de

sécurité dans les pays africains, en soulignant le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité.

Mme Blyden a servi dans l'administration Obama en tant qu'assistante spéciale du secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires africaines de 2013 à 2017. Elle a géré plusieurs responsabilités fonctionnelles et régionales, notamment la politique de défense américano-africaine pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale, a été conseillère en matière de maintien de la paix en Afrique auprès du bureau de la stabilité et des affaires humanitaires, et a été la responsable du département pour l'initiative du Partenariat présidentiel pour une réponse rapide au maintien de la paix en Afrique (APRRP). Elle a reçu plusieurs récompenses pour son travail dans le service public, notamment la médaille du Bureau du Secrétaire à la Défense pour service public exceptionnel.

Mme Blyden a débuté sa carrière dans le domaine des études de sécurité au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) de l'Université de la défense nationale en tant qu'associée principale de recherche universitaire et coordinatrice des opérations universitaires. De 2007 à 2013, elle a contribué au programme académique et a dirigé l'exécution de plus de 30 programmes sur le contre-terrorisme, l'économie de la défense, la gestion des conflits, les études de sécurité et les relations civilo-militaires pour les professionnels du secteur de la sécurité en Afrique. Elle a été la première directrice pour l'Afrique du Center for Civilians in Conflict (CIVIC), où elle a dirigé la conception et la mise en œuvre d'une formation adaptée à la culture des forces armées nigérianes sur les dommages causés aux civils.

Mme Blyden a récemment travaillé au Congrès au sein de l'équipe politique de la commission des services armés de la Chambre des représentants (HASC), en tant que conseillère sur les actions de défense de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Elle est professeur auxiliaire à l'université de Georgetown, dans le cadre du programme d'études sur la sécurité. Elle est diplômée de l'université Texas A&M (BSc, sociologie) et de la Carter School for Peace and Conflict Resolution de l'université George Mason (MSc, Conflict, Analysis, and Resolution). Elle siège au conseil de direction du magazine Memunatu, une entreprise sociale à but non lucratif qui promeut l'alphabétisation, le leadership et l'autonomisation des adolescentes en Afrique et dans la diaspora.

## FACILITATEURS

**Dr. Sophia Moestrup** est directrice adjointe de l'Institut National Démocratique (NDI) pour l'Afrique du Centre et de l'Ouest. Elle travaille pour le NDI depuis 2005, sur la mise au point et en œuvre de programmes de soutien à la démocratie dans la région. Avant de rejoindre le NDI, le Dr Moestrup a passé six ans en Afrique francophone, travaillant pour les Nations-Unies au Cameroun, et pour l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) au Niger, où elle était déléguée pour le pays. Elle a été consultante pour la Banque Mondiale sur les sujets de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité sociale, publiant un certain nombre Centre d'études stratégiques de l'Afrique 5 d'articles pour le Social Accountability Sourcebook (Recueil de références sur la responsabilité sociale) de la Banque Mondiale. Le Dr Moestrup a co-édité quatre livres sur le semiprésidentialisme. Le Dr Moestrup détient des diplômes de B.A. et de M.A. en économie de l'Université de Copenhague, et un doctorat en sciences politiques de la George Washington University.

**L'ambassadeur David Bruce Wharton (retraité)** travaille avec le Centre de préparation aux manœuvres interarmées de l'armée (JRTC) de l'armée américaine à Fort Polk, en Louisiane, pour former les partenaires militaires américains et internationaux à la transition du combat aux opérations de temps de paix. Depuis 2017, il travaille également avec des instituts américains de recherche et de politique sur les relations des États-Unis avec l'Afrique et est actif au sein des conseils d'administration d'organisations à but non lucratif soutenant l'éducation au Zimbabwe et au Guatemala.

Au cours de sa carrière au sein du service extérieur américain, sa dernière affectation a été celle de sous-secrétaire par intérim pour la diplomatie publique et les affaires publiques, un poste qu'il a occupé de décembre 2016 à octobre 2017. À ce titre, il a assuré le leadership stratégique mondial de tous les engagements du département d'État en matière de diplomatie publique et d'affaires publiques et a supervisé les bureaux des affaires éducatives et culturelles, des programmes d'information internationale et des affaires publiques, ainsi que le Global Engagement Center.

L'ambassadeur Wharton a été le premier sous-secrétaire adjoint au Bureau des affaires africaines de 2015 à 2016. Auparavant, il a été ambassadeur des États-Unis au Zimbabwe de septembre 2012 Centre d'études stratégiques de l'Afrique 6 à novembre 2015. Il a également été secrétaire adjoint à la diplomatie publique du Bureau des affaires africaines, directeur des affaires africaines du Bureau de la diplomatie publique et des affaires publiques, et coordinateur adjoint du Bureau des programmes d'information internationale du département d'État. De 2003 à 2006, il a été chef de mission adjoint à l'ambassade des États-Unis au Guatemala.

Bruce Wharton est entré dans le service extérieur en 1985 et a servi dans les ambassades des États-Unis en Argentine, au Chili, en Bolivie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. En Afrique, il a également été en mission temporaire en Tanzanie, au Nigeria, au Kenya et au Ghana. De 1992 à 1995, il a travaillé à Washington, D.C. sur les questions relatives aux affaires andines et à la politique de l'hémisphère occidental. Il a reçu les Superior and Meritorious Honor Awards du Département d'État et de l'Agence d'information américaine, et a été le lauréat 2011 du Edward R. Murrow Award for Excellence in Public Diplomacy.

Il est diplômé de l'université du Texas à Austin et parle l'espagnol et l'allemand.

## PANELISTES

Le **Dr Joseph Asunka** occupe le poste de directeur général d'Afrobaromètre depuis avril 2021. Il était auparavant chargé de programme au sein du programme de développement mondial et de population de la Fondation William et Flora Hewlett, où il a géré un portefeuille de subventions soutenant les efforts visant à accroître la transparence et la responsabilité dans la gouvernance fiscale et à encourager la participation des citoyens pour améliorer les services publics dans les pays en développement.

Avant de rejoindre Hewlett, Joseph était maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Californie, Los Angeles (UCLA), où il a donné des cours sur la politique africaine, l'économie politique du développement, les méthodes de recherche et l'analyse des données. Avant cela, il était chargé de programme au Ghana Center for Democratic Development, un

partenaire principal d'Afrobaromètre. Il a été gestionnaire de données pour Afrobaromètre avant de passer son doctorat à l'UCLA.

Les intérêts de recherche de Joseph comprennent la politique distributive, les élections et les processus électoraux, et la migration. Il a publié dans des revues telles que le *British Journal of Political Science*, *Research and Politics*, et *Population Research and Policy Review*. Né au Ghana, Joseph est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'UCLA.

**M. Neil Cole** est actuellement secrétaire exécutif de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI), une organisation intergouvernementale qui offre une plate-forme permettant l'apprentissage mutuel et les échanges pour environ 30 ministres africains des finances et de la planification. Le travail de la CABRI couvre les politiques fiscales et budgétaires, la transparence et la responsabilité du budget, et la gestion de la dette publique. En plus de ses fonctions à la CABRI, Neil Cole a été enseignant pour la Harvard PFM Executive Training Course. En 2016, il a été invité à rejoindre le corps enseignant de la plate-forme de Gouvernance Ministérielle de Harvard. Il est aussi enseignant à temps partiel du corps enseignant du Centre de formation de L'Organisation Internationale du Travail (OIT). Entre 2001 et 2013, il a travaillé pour le National Treasury en Afrique du Sud, à des postes d'encadrement supérieur aux services du Bureau du Budget et de la Politique économique internationale. Ses responsabilités comprenaient : conseil sur les politiques et mise en œuvre des Centre d'études stratégiques de l'Afrique 8 réformes budgétaires, planification des dépenses du gouvernement national, coordination du processus de budget national, conseil sur les politiques d'engagement de l'Afrique du Sud avec le reste de l'Afrique. Il a également été délégué dans le cadre de plusieurs forums bilatéraux et banques de développement multilatérales. Neil Cole a participé à de nombreux forums sur l'efficacité du développement, et a représenté l'Afrique du Sud lors des comités qui ont rédigé le Programme d'action d'Accra et le Partenariat de Busan.

**Le Dr Christopher Fomunyoh** est actuellement associé principal et directeur régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale au NDI. Il a organisé et a conseillé les missions internationales d'observation des élections au Bénin, au Cameroun, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, à Madagascar, au Mali, au Nigéria et à la Sierra Leone. Il a également conçu et supervisé des programmes de soutien spécifiques au pays de la démocratie avec les organisations civiques, les partis politiques et les organes législatifs au Bénin, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Guinée-Conakry, au Libéria, au Mali, à Madagascar, au Niger, au Nigéria, en Gambie, au Sénégal et au Togo. Dans le cadre de son travail, le Dr Fomunyoh interagit régulièrement avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministres, les élus et les dirigeants politiques et civiques. Il a récemment conçu et a aidé au lancement de l'initiative les hommes d'État de l'Afrique (ASI), un programme visant à faciliter les transitions politiques en Afrique en encourageant les anciens chefs d'État démocratique à rester engagés dans les questions humanitaires, la médiation des conflits, la santé publique et d'autres secteurs clés de la vie politique, économique et du développement humain sur le continent. En tant qu'expert de la démocratisation en Afrique, le Dr Fomunyoh fait souvent des apparitions sur les grands réseaux de radio et de télévision dont CNN, BBC, NewsHour, National Public Radio, la Voix de l'Amérique et Radio France Internationale, et fournit des interviews pour les grands journaux nationaux et internationaux, y compris le Los Angeles Times, le New York Times, le Washington Post, le Washington Times, Le Monde et International Herald Tribune. Il a publié un certain nombre d'articles dans des revues spécialisées sur la politique

africaine et la démocratisation. Le Dr Fomunyoh a beaucoup voyagé en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord et est parfaitement bilingue en anglais et en français. Il est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Yaoundé, au Cameroun, d'une maîtrise (LL.M.) en droit international de l'école de droit de Harvard et d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Boston. Le Dr Fomunyoh est un membre de la faculté associé au centre d'études stratégiques sur l'Afrique et un ancien professeur adjoint de la politique africaine et de gouvernement à l'université de Georgetown. Il est également le fondateur d'une organisation sans but lucratif [www.tffcam.org](http://www.tffcam.org) intéressée à soutenir la démocratie et les causes humanitaires au Cameroun.

**Le Dr Willene A. Johnson** est consultant pour conseiller les institutions, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur les questions liées au financement et au développement. Ses missions actuelles portent sur la consolidation de la paix et le renforcement des capacités dans les secteurs de la sécurité des pays africains. À cette fin, elle anime des ateliers pour les praticiens engagés dans la planification stratégique et la budgétisation, ainsi que dans le maintien de la paix et la reconstruction économique. M. Johnson était auparavant directeur exécutif américain de la Banque africaine de développement, membre du Comité des Nations Unies pour les politiques de développement, coprésident du Comité régional africain de la Fondation Grameen et président du Comité consultatif de l'Afrique subsaharienne des États-Unis. Banque d'exportation-importation. Le travail de Mme Johnson sur l'Afrique bénéficie de son expérience mondiale en économie et en finance, acquise au cours de vingt ans dans le système de la Réserve fédérale, où ses affectations comprenaient des responsabilités de recherche et opérationnelles sur les marchés de change et les marchés financiers internationaux. Le Dr Johnson a été professeur adjoint à l'Institut de la paix des États-Unis et des universités Columbia et Cornell et a récemment été membre du conseil d'administration de l'Université Tuskegee. Elle est diplômée en études sociales (Radcliffe College, Harvard University) et en histoire africaine (St. John's University) ainsi qu'un doctorat en économie du développement (Columbia University). En reconnaissance de son expertise en matière de gouvernance et d'administration publique, Dr Johnson a récemment été élue membre de la National Academy of Public Administration.

**L'honorable Jefferson Kanmoh** est un homme politique libérien (anciennement militant étudiant et enseignant). Il est titulaire d'une licence de l'Université du Liberia, où il a fait des lectures sur les questions d'affaires publiques et d'économie. Il a été membre de la Chambre des représentants du Liberia de 2006 à 2018, période au cours de laquelle il a été membre du comité de la sécurité nationale et du renseignement, du comité des affaires étrangères et du comité des voies, moyens et finances. Il a également été membre du Parlement de la CEDEAO (2006-2018). Au Parlement de la CEDEAO, il a occupé le poste de 3e vice-président (2016-2018). Il est actuellement le conseiller à la sécurité nationale du président du Liberia depuis 2018.

**Le Dr Michael Ofori-Mensah** est responsable de la recherche à Transparency International - Defence & Security (TI-DS), où il dirige la conception et la réalisation du programme de recherche mondial de TI-DS. Il a précédemment géré la production de l'indice d'intégrité de la défense du gouvernement (GDI) 2020. Avant de rejoindre TI-DS, Michael était directeur de recherche à l'Institut des affaires économiques (Ghana) où il a passé 8 ans à diriger des recherches et à coordonner un large éventail de projets nationaux et internationaux. Il a contribué à plusieurs initiatives de réforme des politiques publiques dans le domaine de la gouvernance et de la révision de la constitution. Michael a également apporté un soutien technique à des institutions clés, notamment au Parlement du Ghana, qu'il a conseillé sur des lois telles que la loi sur la

transition présidentielle. Il est l'auteur de plusieurs publications sur la réforme institutionnelle, la lutte contre la corruption et la gestion des finances publiques. Michael est titulaire d'un doctorat de l'université d'Édimbourg, d'un MSc (Econ) en économie politique de la London School of Economics (LSE) et d'un BA (Hons) en économie et politique de l'université du Kent.

**Dr. Boubacar N'diaye** est titulaire d'un doctorat (politiques comparatives, relations internationales et administration publique) de Northern Illinois University, DeKalb, USA. Dr. N'Diaye est professeur émérite d'études panafricaines et de sciences politiques au College of Wooster, dans l'Ohio. Il a également été consultant international dans les domaines de la gouvernance politique et sécuritaire, des relations civilo-militaires et du renforcement des capacités institutionnelles dans de nombreux pays africains. Il a ainsi contribué à la formation de centaines de parlementaires, d'officiers de haut rang et de dirigeants d'organisations de la société civile dans le monde entier. Le professeur N'Diaye est un membre fondateur du réseau de sécurité africain (ASSN) qu'il a présidé de 2012 à 2017. Il a dirigé ou fait partie de missions, de processus ou de programmes, facilité ou participé à de nombreuses activités qui ont contribué à la réforme du secteur de la sécurité, à la construction de la paix et de l'État de droit dans de nombreux pays africains. Il a conseillé des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et est membre de plusieurs conseils consultatifs internationaux.

Le professeur N'Diaye est l'auteur, le co-auteur ou le co-éditeur de nombreuses publications, notamment : *The Challenge of Institutionalizing Civilian Control* (Lexington Books, 2001); *Mauritania's Colonels: Leadership, Civil-Military Relations, and Democratization* (Routledge, 2017); *Security Sector Reform in French-speaking West Africa* (Lit, 2010); *Elections in West Africa, 1990-2009* (Africa World Press, 2011); *Guide for ECOWAS parliamentarians* (DCAF, 2011); *Not Yet Democracy: West Africa's Slow Farewell to Authoritarianism* (Carolina Academic Press, 2005); "Francophone Africa and Security Sector Transformation: Plus Ça Change ..." (African Security Review, 2009); "Still Getting Away with It: France's Defense and Security Policy" (2014).

**Mme 'Kemi Okenyodo**, Directrice exécutive de l'Initiative pour l'état de droit et l'autonomisation, également connue sous le nom de Partners West Africa-Nigeria, une organisation non gouvernementale qui s'emploie à renforcer la participation des citoyens et à améliorer la gouvernance sécuritaire au Nigéria et en Afrique de l'Ouest. Elle était chef d'équipe de la composante police du programme de réforme de la justice en matière de sécurité soutenu par le Fonds du gouvernement britannique pour les conflits, la stabilité et la sécurité (CSSF), où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du programme de police du Nigeria (NPP), un programme travaillant avec les prestataires de services de police, le gouvernement et la société civile pour rendre des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant avec les partenaires du programme.

De décembre 2015 à ce jour, elle a occupé un poste de consultante au sein du Haut Commissariat britannique, où elle apporte son soutien au Head West Africa Conflict Security & Stabilization Unit on Transition from Military Operations to a Stabilized Community Policing Approach in the North East [Chef de l'unité de sécurité et de stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest lors de la transition des opérations militaires vers une approche stabilisée de police communautaire dans le Nord-Est]. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention de la composante "Responsabilisation de la police" du programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice financé par le ministère britannique du Développement international

(DFID) et mis en œuvre par le British Council. Il visait à améliorer la sécurité personnelle et l'accès à la justice pour tous les Nigériens en améliorant les capacités, la responsabilisation et la réactivité des organisations clés dans le secteur de la sûreté, de la sécurité et de la justice. Elle a également fourni des services de consultation pour l'Open Society Justice Initiative (OSJI), GIZ, DCAF pour n'en citer que quelques-uns.

Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et les questions de gouvernance au Nigéria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique et de l'environnement de sécurité, au genre et à la police, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, la participation des femmes dans la sécurité et la gouvernance et la gestion des élections.

Elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Lagos, membre de l'Association du barreau du Nigéria, du Réseau du secteur de la sécurité en Afrique et elle est également Secrétaire Générale de la section nigérienne du réseau communautaire des anciens du Centre d'Etudes Stratégiques d'Afrique.

**Dr. Ken Opalo** est professeur assistant à la School of Foreign Service. Ses thèmes de recherche comprennent l'économie politique du développement, le développement législatif, la responsabilité électorale sous un gouvernement décentralisé, et la politique électorale dans les démocraties émergentes. Le premier livre de Ken, *Legislative Development in Africa: Politics and Postcolonial Legacies* (Évolution législative en Afrique : héritages politiques et post-coloniaux) (Cambridge University Press, 2019), étudie l'évolution des législatures dans les démocraties émergentes, avec un intérêt particulier pour l'explication des variations observées dans le cadre du développement institutionnel et dans la puissance des législatures dans les états africains. Le travail de Ken a été publié dans le *British Journal of Political Science*, *Governance*, le *Journal of Eastern African Studies*, et le *Journal of Democracy*.

**Dr. Émile Ouédraogo** est professeur auxiliaire de pratique au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, spécialisé dans les questions liées à l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a travaillé avec le CESA sur plus de 25 activités en tant que conférencier, animateur et auteur. Il travaille également avec l'AFRICOM, Partners Global, la Fondation Konrad Adenauer, la Friedrich Erbet Stiftung et le Parlement de la CEDEAO. Il est membre du Réseau africain du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la sécurité du citoyen du Burkina Faso.

Avant de rejoindre le CESA, en 2017-2018, M. Ouédraogo a effectué une mission de six mois auprès de l'Union africaine en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. En tant que Ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et développé une stratégie de sécurité intérieure et rendu opérationnel le concept de police communautaire et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité. Après 30 ans de service dans l'armée burkinabé, il a pris sa retraite en 2012 en tant que colonel, après avoir occupé des postes d'aide du Premier ministre, de commandant de régiment d'appui et de chef de la Division du renseignement militaire à l'état-major général de l'armée.

M. Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé aux Commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. À ce titre, il a effectué des missions d'information et d'enquête dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat avec mention du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris (France) sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans l'espace CEDEAO.

**Mme Kimberly Smiddy** est directrice de programme pour l'Afrique australe à l'Institut républicain international et spécialiste de la démocratie et de la gouvernance. Elle possède une expertise en matière de développement parlementaire et de renforcement législatif en Afrique, dont 19 ans sur le continent. Anciennement codirectrice exécutive de l'Institut pour le soutien parlementaire en Afrique (IPSA), qu'elle a également cofondé, Kimberly a organisé des formations et géré des projets de renforcement des capacités sur des sujets tels que la sensibilisation des parlementaires et l'éducation civique, les pratiques d'excellence pour la tenue d'audiences publiques et l'amélioration des systèmes formels de responsabilité. Elle a été chef de partie pour l'initiative des systèmes de surveillance parlementaire du Malawi, qui consistait à aider les présidents et le personnel des comités à documenter les pratiques d'excellence, notamment en matière de responsabilité verticale vis-à-vis des électeurs. Elle a également été consultante parlementaire auprès de l'Assemblée nationale du Botswana dans la section des commissions, fournissant une assistance technique sur les pratiques d'excellence parlementaires dans la région. Elle a également aidé le Forum parlementaire de la SADC à documenter ses critères de référence pour les législatures de la région et pour l'auto-évaluation.

Kimberly a beaucoup travaillé avec USAID (sur le renforcement législatif au Malawi), le PNUD, Afrobaromètre (gestion des enquêtes de l'Afrobaromètre), l'Université du Cap (gestion des enquêtes du Projet des législatures africaines avec les parlementaires), et d'autres pour soutenir et renforcer une série de parlements africains. Elle a travaillé dans 17 pays d'Afrique dans la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation de projets. Kimberly est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'université d'État du Michigan et d'une licence en sciences politiques de l'université du Tennessee.